

Les partis de gauche en Egypte

mercredi 23 novembre 2011, par [BARON Alain](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2011).

Une première version de ce texte a été mis en ligne il y a six mois. Elle a été remaniée et intégrée au numéro de *Solidarités Internationales* n°7 (automne 2011) consacré à l’Egypte. Pour accéder à la partie introductive, cliquer ici : [Egypte : une révolution en marche - Un dossier Solidaires](#) (ESSF article 23526).

Du temps de Moubarak existaient au sein du monde du travail et de la jeunesse plusieurs grands courants politiques :

- L’opposition légale respectueuse du régime en place, essentiellement représentée par la direction du Tagammu ;
- Le Parti communiste, impliqué dans le Tagammu jusqu’à la révolution ;
- Des réseaux militants issus de différents courants de la tradition communiste ;
- Un courant trotskyste, né dans les années 1990, et dont la façade légale était le Centre d’études socialistes. Il est représenté depuis 2010 par deux organisations différentes [\[1\]](#) ;

Tagammu a eu jusqu’à plusieurs dizaines de milliers de membres sous l’ancien régime et en aurait toujours des milliers. En février 2011, l’effectif total des autres organisations de gauche ne dépassait pas le millier de membres. A noter que de nombreux activistes, surtout parmi les jeunes, ne se reconnaissent pas dans les organisations politiques existantes. Ils se sont notamment impliqués dans des coalitions du type de Kifaya où se côtoyaient diverses forces politiques.

Tagammu (en français : Rassemblement)

Sous l’ancien régime, le Tagammu était un parti légal disposant de quelques sièges au Parlement, d’un journal (al Ahâlî), de locaux, de permanents, etc. On y trouvait notamment des nostalgiques de la période de Nasser et des communistes. Certains de ses militants étaient à la fois membres de la direction de Tagammu et de la direction de l’ETUF (la centrale syndicale officielle sous la dictature).

Le parti Tagammu était très complaisant envers Moubarak : son président avait même déclaré que la chute de celui-ci serait négative. Cette attitude a entraîné le départ sur la gauche de militants refusant de telles compromissions, et dont certains ont ensuite participé à la constitution de l’Alliance populaire socialiste (Tahaluf). Tagammu avait participé, le 22 juin, à la constitution d’une éphémère alliance politique avec 17 autres partis dont le PLJ (Frères musulmans), Al-Nour (salafistes), des libéraux et le Wafd (le parti historique de la bourgeoisie égyptienne).

Parti communiste égyptien

Reconstitué en 1975, le PC n'était pas légalement autorisé sous Moubarak. Il était simultanément impliqué dans le parti légal Tagammu. Le PC comptait un certain nombre de militants syndicalistes, comme par exemple à Mahallah dans la plus grande usine textile du pays. Il était également présent dans les universités.

Parti socialiste égyptien

Ce parti a vu le jour après le départ de Moubarak. Il a été fondé par des militants issus de différents courants de la gauche marxiste. Le PSE est peu présent dans la jeunesse. Il a par contre une influence au niveau syndical par le biais de militants participant depuis les années 1990 à diverses structures militantes, dont le Comité de coordination qui réunit mensuellement de façon informelle des militants syndicaux combattifs [2].

Socialistes révolutionnaires

Ce groupe est sorti de la clandestinité en 2011. Sa priorité est d'organiser politiquement des travailleurs, même lorsque ces derniers ne se reconnaissent pas nécessairement dans l'ensemble de ses orientations. Il a fondé à cet effet, le 25 février 2011, le "Parti ouvrier démocratique", au sein duquel les Socialistes révolutionnaires sont le seul courant politique organisé. [3]

Tagdid (en anglais Renewal Socialist ; en français : Renouveau socialiste).

Ce groupe, également clandestin sous Moubarak, est né en 2010 d'une scission des Socialistes révolutionnaires (voir ci-dessus). Il intervient parmi les travailleurs, ainsi qu'au sein des différents mouvements sociaux, à commencer par celui de la jeunesse. Malgré sa petite taille, Renouveau a joué un rôle non négligeable dans la révolution de janvier-février 2011. Renouveau considère que la construction d'un parti large passe par un regroupement préalable de plusieurs courants politiques. Renouveau a eu, pour cette raison, un rôle moteur dans la constitution de Tahalouf (voir plus loin).

Tahalouf (en anglais : Socialist People's Alliance ; en français : Alliance populaire socialiste)

Ce parti a été créé le 26 janvier 2011 à l'initiative de Renouveau socialiste, de militants ayant rompu sur la gauche avec le Tagammu, ainsi que d'intellectuels, de militants syndicalistes, associatifs, et/ou ayant appartenu par le passé à diverses organisations de gauche [4].

Front des forces socialistes (en anglais : Coalition of Socialist Forces)

Constitué le mardi 10 mai 2011, il ne s'agit pas d'une organisation mais d'une coordination entre l'ensemble des partis pouvant être véritablement considérés comme de gauche (donc à l'exception de Tagammu) :

- le Parti socialiste égyptien,
- le Parti communiste égyptien,
- l'Alliance populaire socialiste - Tahalouf (dont Renouveau socialiste),
- les Socialistes révolutionnaires (et le Parti ouvrier démocratique).

P.-S.

* Paru dans *Solidaires international* n°7, automne 2011.

Notes

[1] Les “Socialistes révolutionnaires” et “Tagdid” sont issus du courant international dont le SWP britannique est la principale organisation.

[2] Fin juin, Omar Benderra, attribuait un millier de membres au Parti socialiste
<http://blogs.mediapart.fr/blog/omar-benderra/250611/le-caire-dans-l-oeil-du-cyclone>

[3] Fin mai, le militant américano-égyptien Omar Mostafa indiquait les chiffres de 2 000 membres pour le Parti ouvrier démocratique. www.europe-solidaire.org/spip.php?article21805

[4] Une version précédente de ce texte indiquait : « *Même s'ils ne s'impliquent pas vraiment dans ce parti, les Socialistes révolutionnaires ont néanmoins un représentant dans sa direction* ». Cette information figure également dans la version imprimée parue en novembre 2011. Il s'agissait là d'une information inexacte pour laquelle le rédacteur présente ses excuses. Fin mai 2011, Omar Mostafa attribuait 3.000 membres à l'Alliance populaire socialiste (Tahalouf).

.